



Quelle est la portée des manifestations survenues en janvier et février 2011 au Yémen?

Début 2011 sont survenues au Yémen des manifestations antigouvernementales parmi les plus importantes de l'histoire de ce pays. Elles ont déjà forcé le président Ali Abdullah Saleh, allié des États-Unis, à annoncer le 2 février qu'il ne se briguera pas de nouveau mandat en 2013, ce qui mettrait fin à son règne de trois décennies¹. Toutefois, malgré cette promesse, les manifestants ont continué à faire pression pour qu'il quitte son poste immédiatement. L'opposition semble tâter le terrain avant les élections parlementaires d'avril 2011. Les partis d'opposition du Yémen participent davantage aux manifestations que ceux de l'Égypte ne l'ont fait. De plus, les manifestations sont plus organisées et moins spontanées. Depuis la mi-janvier, des manifestations ont lieu presque tous les jours à Sanaa, la capitale.

Selon le quotidien britannique *The Guardian*, l'agitation a pris un tournant décisif lorsque les socialistes, les islamistes et les jeunes activistes ont paralysé Sanaa le 27 janvier en exigeant la démission de Saleh, au pouvoir depuis 1978. Environ 15 000 étudiants et activistes coiffés de rubans roses, en l'honneur de la « révolution du jasmin » en Tunisie et pour afficher leurs intentions pacifiques, ont formé un « mur humain » à l'université de Sanaa, plaque tournante des manifestations. Un autre groupe de 3000 manifestants anti-Saleh se sont réunis à un autre endroit de la capitale, devant la résidence d'Abdullah Al-Ahmar, ancien chef du parti islamiste Islah. « Nous sommes ici pour dire qu'assez, c'est assez, le président doit s'en aller », a déclaré aux foules Mohammed Al-Sabri, personnage de premier plan de l'opposition².

En plus des manifestations à Sanaa, des milliers de manifestants ont envahi les rues de la province d'Al-Hudaydah, le long de la mer Rouge, de même que celles des provinces du sud de Dali et de Shabwa.

Pourquoi les Yéménites manifestent-ils?

La pauvreté : Lors d'une des manifestations du 27 janvier, on pouvait lire une bannière qui disait tout simplement « regardez le fossé entre les riches et les pauvres »³. Le Yémen, le plus pauvre des pays arabes, est aux prises avec un taux de chômage de 35 %. On s'attend à ce que Sanaa soit à court d'approvisionnement en eau à prix abordable d'ici 2017. La Banque mondiale prédit que, la même année, le Yémen ne tirera plus de revenus du pétrole, alors que les trois quarts des recettes actuelles de l'État proviennent de cette ressource naturelle. La population du Yémen atteint 23 millions d'habitants, dont presque la moitié vivent sous le seuil de pauvreté (2 dollars par jour) et n'ont pas d'installations sanitaires convenables. Un tiers de la population souffre de faim chronique et 46 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'insuffisance pondérale. Moins d'un dixième des routes sont revêtues. Les services gouvernementaux sont minés par la corruption et le gouvernement a peu de pouvoir en dehors de Sanaa. La baisse des ressources financières a réduit la capacité de Saleh de réagir aux problèmes sociaux comme la pauvreté et de dispenser des faveurs pour maintenir son emprise sur le pays^{4 5 6 7 8}.

L'absence de démocratie : Saleh est au pouvoir depuis 1978 et a été réélu en septembre 2006 pour sept ans⁹. Les manifestations actuelles ont été dans une large mesure provoquées par un projet de réforme constitutionnelle qui, s'il avait été adopté, aurait permis à Saleh de briguer deux autres mandats de 10 ans. On accuse aussi Saleh de préparer son fils Ahmed, chef de la Garde présidentielle d'élite¹⁰, à lui succéder. Bien que Saleh nie ces accusations¹¹, ses détracteurs doutent de son engagement. En 2006, il a fait une promesse similaire qu'il n'a pas tenue : il s'est représenté aux élections et a été réélu¹².

Selon Human Rights Watch, la situation des droits de la personne au Yémen s'est détériorée en 2010. Des centaines d'arrestations ont eu lieu et les autorités ont fait usage de force mortelle contre les manifestants. Le Yémen a intensifié la lutte antiterroriste contre de présumés membres d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), mais certaines attaques ont fait des blessés et des morts chez les civils. Les États-Unis ont accru l'assistance et la coopération militaires qu'ils apportent au gouvernement du Yémen à la suite de l'attentat raté de l'AQPA, en décembre 2009, contre un avion de ligne à destination de Détroit¹³.

L'exemple des soulèvements en Tunisie et en Égypte : Les manifestants ont déclaré tirer leur inspiration de la « révolution du jasmin », nom donné aux manifestations qui ont forcé Ben Ali, président tunisien de longue

date, à fuir le pays. La réussite des manifestations analogues en Égypte et les concessions faites à contrecœur par le président égyptien Hosni Moubarak ont donné aux Yéménites le sentiment que des changements de fond sont maintenant possibles.

Comment le gouvernement du Yémen a-t-il réagi aux manifestations?

Saleh a répondu à l'opposition par la politique de la carotte et du bâton. Pour ce qui est du bâton, il a ordonné, le 23 janvier, un déploiement massif de forces antiémeute et de soldats dans de nombreux secteurs de la capitale et de ses alentours. La police a lancé des gaz lacrymogènes contre les manifestants, dont une trentaine ont été emprisonnés, selon un responsable de la sécurité qui a transmis ce renseignement à Al-Jazira sous le couvert de l'anonymat¹⁴. L'escouade antiémeute a dispersé les manifestants attroupés à l'extérieur de l'université de Sanaa au moyen de canons à eau, de matraques et de boucliers. Un manifestant a été tué par balle dans le port d'Aden¹⁵. Un caméraman travaillant pour la chaîne satellitaire Al-Arabiya s'est vu confisquer sa caméra et a été emprisonné brièvement pour avoir filmé les escarmouches. Un caméraman d'Al-Jazira, a été battu par la police¹⁶. Toutefois, le 27 janvier, Motahar Rashad Al-Masri, ministre de l'Intérieur du Yémen, a déclaré à Al-Jazira que les autorités yéménites ne réprimeraient pas les manifestations pacifiques, quelle qu'en soit la taille¹⁷. Le même jour, le Congrès général du peuple, dirigé par Saleh, a organisé dans la capitale des contre-manifestations auxquelles des centaines de partisans du gouvernement ont participé.

Quant à la carotte, elle a surtout pris la forme de l'annonce, le 2 février, que Saleh ne briguerait pas de nouveau mandat en 2013. Avant cela, Saleh avait déjà demandé que l'impôt sur le revenu soit réduit de moitié, chargé son gouvernement de contrôler les prix, augmenté le salaire des militaires et des fonctionnaires et, le 30 janvier, annoncé son intention d'étendre la portée du système de sécurité sociale limité du Yémen¹⁸. Il a aussi offert de créer 44 nouveaux sièges au parlement, en particulier pour les femmes¹⁹.

Comment le Canada et les gouvernements occidentaux ont-ils réagi aux manifestations?

Le Canada n'a pas d'ambassade au Yémen, ses relations diplomatiques avec le Yémen sont prises en charge par son ambassade en Arabie saoudite. Bien que l'AFP ait signalé le 27 janvier que Lawrence Cannon, ministre des Affaires étrangères, avait exhorté le gouvernement du Yémen à « assurer la pleine liberté d'expression des Yéménites »²⁰, le gouvernement du Canada a été relativement silencieux sur la situation.

Ces dernières années, les relations du Canada et des États-Unis avec le Yémen se sont chargées d'inquiétude en raison de la présence d'Al-Qaïda dans ce pays. De plus, les États-Unis se préoccupent de la contrebande d'armes qui transite par le Yémen à destination de Gaza²¹. Le 11 janvier 2011, Hillary Clinton a effectué la première visite d'un secrétaire d'État américain en 20 ans. Elle a déclaré que les militants d'Al-Qaïda au Yémen sont un « problème urgent », mais que les États-Unis rééquilibreraient leur programme d'aide à ce pays en faveur de réformes sociales et économiques. Au cours des deux dernières années, l'aide militaire et civile des États-Unis a presque doublé, à 300 millions de dollars. Néanmoins, les experts estiment que ces mesures ne sont pas suffisantes pour régler les graves problèmes sociaux et politiques du Yémen²².

¹ *The Guardian*, « Yemeni president vows to step down when term ends in 2013 », 2 février 2011.

² *The Guardian*, « Yemenis take to the streets calling for President Saleh to step down », 27 janvier 2011.

³ *The Guardian*, « Yemenis take to the streets calling for President Saleh to step down », 27 janvier 2011.

⁴ *The Guardian*, « Yemenis take to the streets calling for President Saleh to step down », 27 janvier 2011.

⁵ UN Data, « Country Profile. Yemen » (<http://data.un.org/CountryProfile.aspx?crName=Yemen>).

⁶ Al-Jazira, « Yemen protests urge leader's exit », 23 janvier 2011.

⁷ PNUD, « Yemen country profile, Yemen in Figures ».

⁸ *The Guardian*, « Al-Qaida is the least of impoverished Yemen's problems », 3 décembre 2010.

⁹ Al-Jazira, « New protests erupt in Yemen », 29 janvier 2011.

¹⁰ Al-Jazira, « Anti-government rallies hit Yemen », 27 janvier 2011.

¹¹ *The Guardian*, « Yemeni president vows to step down when term ends in 2013 », 2 février 2011.

¹² Radio-Canada, « Le président renonce à un autre mandat et reporte les élections », 2 février 2011.

¹³ Human Rights Watch, « World Report 2011: Yemen ».

¹⁴ Al-Jazira, « Yemen protests urge leader's exit », 23 janvier 2011.

¹⁵ *The Guardian*, « Yemeni activist vows to continue 'revolution' after release », 24 janvier 2011.

¹⁶ *The Guardian*, « Yemen arrests anti-government activist », 23 janvier 2011.

¹⁷ Al-Jazira, « Anti-government rallies hit Yemen », 27 janvier 2011.

¹⁸ *The Guardian*, « Egypt protests could spread to other countries », 31 janvier 2011.

¹⁹ *The Guardian*, « This week in the Middle East », 12 janvier 2011.

²⁰ Yahoo News, « Canada urges Yemen to allow 'freedom of expression' », 27 janvier 2011.

²¹ *The Guardian*, « US embassy cables: US requests access to Yemen airspace to monitor arms smugglers », 6 décembre 2010.

²² BBC, « Clinton in Yemen: Al-Qaeda militants 'urgent concern' », 11 janvier 2011.